

Concours section : BIBLIOTHECAIRE EXTERNE BIBLIOTHECAIRE EXTERNE
Epreuve matière : NOTE DE SYNTHESE
N° Anonymat : V221NAT1010980 Nombre de pages : 4

Epreuve - Matière : 101 - 0468 Session : 2022

- CONSIGNES**
- Remplir soigneusement, sur CHAQUE feillet officiel, la zone d'identification en MAJUSCULES.
 - Remplir soigneusement le cadre relatif au concours OU à l'examen qui vous concerne.
 - Ne pas signer la composition et ne pas y apporter de signe distinctif pouvant indiquer sa provenance.
 - Rédiger avec un stylo à encre foncée (bleue ou noire) et ne pas utiliser de stylo plume à encre claire.
 - N'effectuer aucun collage ou découpage de sujets ou de feuillets officiel.
 - Numérotier chaque PAGE (cadre en bas à droite de la page) sur le nombre total de pages que comporte la copie (y compris les pages vierges).
 - Placer les feuilles dans le bon sens et dans l'ordre de numérotation des pages.

S'abstenir

Dans la société française contemporaine, le vote constitue l'une des actions citoyennes et démocratiques les plus déterminantes et est considéré à la fois comme un droit et comme un devoir. Toutefois, on constate depuis de nombreuses années et de plus en plus un taux d'abstention relativement élevé. Ce refus de voter s'explique par divers facteurs que beaucoup de sociologues tentent depuis longtemps de comprendre. S'il existe des raisons purement personnelles et triviales à cette abstention, elle peut également révéler des failles dans l'organisation politique et démocratique de notre pays ainsi qu'une tendance réfléchie et généralisée chez certains électeurs au manque d'engagement politique.

Dans ce contexte de crise politique, il est important de s'interroger sur ce que révèle la hausse de l'abstention sur l'évolution de notre société actuelle et de se demander si celle-ci est l'indicateur d'un nouveau mode de citoyenneté.

Il convient tout d'abord d'étudier les causes de l'abstention et les leçons qui sont à en tirer pour s'intéresser ensuite à la manière dont se transforment aujourd'hui les modes de citoyenneté.

Pour bon nombre de citoyens, l'abstention s'explique avant tout par le manque d'intérêt pour le pouvoir politique. Notamment pour les personnes issues des classes sociales les plus modestes, il est parfois difficile de trouver une réelle raison qui motiveraient cet acte citoyen. Face à des institutions qui ne leur semblent pas les avantage, elles doutent souvent de l'utilité de choisir, se sentant toujours mises à l'écart quels que soient le parti politique et les élus en place. Des études sociologiques comme celle d'Alain Lancelot en 1968 tendent à montrer que l'âge, ou le statut socio-économique peuvent influencer ce rejet. Il existe également des raisons plus personnelles qui peuvent entrer en jeu : la peur de ne pas savoir comment s'y prendre, le fait d'être absent au moment où ont lieu les élections, le week-end... les barrières administratives font également souvent obstacle au vote des classes sociales les plus fragilisées ou isolées (SDF, détenus, gens du voyage...) qui ne sont pas autorisées à s'inscrire sur les listes électorales. Ces paramètres conduisent à une exclusion ou une "auto-exclusion" comme l'explique le politologue américain Walter Dean Burnham et se caylent à l'absence de conviction politique qui pousse les citoyens à éviter de "voter pour voter" comme le dit Kravetz.

Mais il existe également un profil d'abstentionnistes moins motivé par un désintérêt que par un rejet des propositions politiques qui lui sont offertes. Ce sont des citoyens qui sont souvent plus impliqués politiquement, plus éduqués et informés et qui ne font pas preuve d'un abstentionnisme systématique mais refusent le vote par pure volonté de contestation, de critique du contexte politique et des campagnes dans lesquelles ils ne se reconnaissent pas. En effet, comme l'explique Anne Muxel dans "L'abstention : déficit démocratique ou vitalité politique?", "plus d'un abstentionniste sur trois reconnaît se sentir proche d'un parti politique", ce qui constitue 11% de plus entre 1995 et 2002. Il est donc

important de différencier les personnes inscrites sur les listes électorales et les votants, puisque les abstentionnistes qu'Anne Muxel dit "dans le jeu" politique sont généralement des inscrits qui ne votent pas. On observe également que chez ce profil d'abstentionnistes, beaucoup votent de manière "sélective" de lors des élections pour lesquelles ils se sentent les plus concernés, généralement les élections présidentielles et municipales. L'abstention s'explique donc par des raisons différentes selon les profils, néanmoins ils participent tous à l'installation dans la société contemporaine de nouvelles manières de se concevoir citoyen.

L'évolution des mentalités et des engagements politiques s'oriente aujourd'hui, surtout chez les plus jeunes citoyens, vers une démocratie plus fragmentée portée par l'importance du droit à manifester. Les opinions sont davantage centrées sur les intérêts individuels et les citoyens montrent une volonté grandissante d'action directe plutôt que de se reposer sur les délibérations politiques des élus. Anne Muxel le prouve en expliquant que pour les élections du printemps 2002, 37% des 18-25 ans avaient une intention de vote et que beaucoup d'entre eux se sont finalement abstenus. Le refus du vote est ici, non pas motivé par un manque d'implication, mais bien par une volonté de ne pas collaborer avec le système politique qu'ils désapprouvent et jugent trop restrictif. Jean-Paul Sartre le disait déjà en 1973 : "la moitié de la population [...] n'a pas le droit d'être représentée". Toutefois, pour lui l'abstention n'est pas non plus une solution, puisqu'il prétend que "S'abstenir, [...] c'est confirmer la majorité nouvelle, quelle qu'elle soit" et appelle à "organiser le vaste mouvement antihierarchique qui conteste partout les institutions".

Il est clair que la lutte contre l'abstention a beaucoup à apprendre des messages que celle-ci nous envoie : les citoyens actuels ont besoin d'une transformation du système politique que nous connaissons et dans lequel beaucoup ne se reconnaissent pas.

Dans le but d'opérer cette transformation et d'instaurer de nouveaux modes de citoyenneté, de nombreuses expérimentations ont été menées : par exemple, l'opération ELISE lancée par le ministère de l'Intérieur en octobre 2003 avait pour visée

de permettre aux citoyens de s'inscrire sur les listes électorales par courrier. Le vote électronique a lui aussi été expérimenté à Mérignac en 2002, mais il ne permettait pas à l'époque de surmonter le problème de la fracture numérique et n'a donc, tout comme l'opération ELISE, rencontré de réel succès malgré les bonnes intentions dont il est né. Il faudrait donc encore du temps avant de trouver des dispositifs réellement efficaces qui permettraient notamment, comme le dit Patrick Paniez, responsable du projet e-poll de vote en ligne à domicile, de voter même sans procuration lorsque l'on n'est pas chez soi le jour des élections. La simplification des inscriptions sur les listes électorales, notamment par inscription d'office universelle est elle aussi source d'expérimentations accompagnées d'opérations de promotion du recensement pour les jeunes. Toutes ces initiatives témoignent d'une volonté de la part des institutions d'entendre le message des abstentionnistes, mais elles ne résolvent pas l'une des causes principales d'abstention : le manque de conviction politique. Au-delà d'opérations de communication et de simplification, il est important et même essentiel selon Alain Garrigou de "trouver de nouvelles réponses qui [...] donnent du sens à la participation électorale".

Comme en témoigne la hausse du taux d'abstention aux différentes élections en France et dans le monde, les systèmes politiques actuels perdent leur légitimité et ne répondent plus aux attentes des citoyens qui ne se reconnaissent pas dans les programmes proposés et perdent peu à peu beaucoup tout intérêt politique.

Si l'abstention peut relever d'un manque d'implication de la part des citoyens, elle témoigne parfois d'une volonté de s'opposer au pouvoir et de revendiquer de nouveaux modes de citoyenneté répondant davantage aux attentes contemporaines. "Moderniser" la vie politique et promouvoir les candidats animés par ce projet paraissent permettre de trouver une solution à l'abstentionnisme qui impliquerait à la fois les citoyens concernés et les politiciens dans une démarche collaborative.